

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 69 (1924)
Heft: 6

Artikel: Le haut commandement et l'état-major [fin]
Autor: Grouard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-340801>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le haut commandement et l'état-major.

(Fin.)

Avec le général Nivelle, les statuts du haut commandement sont établis sur de nouvelles bases. Les armées du Nord-Est et d'Orient sont indépendantes. Les premières forment toujours trois groupes, mais il n'y a plus de major-général des armées. D'autre part, le nouveau ministre de la guerre, Lyautey, veut tout diriger : il demande qu'on lui adjoigne un chef d'état-major général. Le gouvernement le lui refuse, et de graves dissentiments s'élèvent entre le ministre et le parlement. A la suite d'une séance tumultueuse, — dans laquelle il avait déclaré que, craignant des « fuites », il refusait de donner certaines explications, même en Comité secret, — Lyautey donna sa démission qui entraîna celle de Briand, deux jours plus tard (17 mars).

Ribot forma un nouveau cabinet avec Painlevé comme ministre de la guerre. Ce dernier avait des préventions contre Nivelle ; il aurait préféré voir Pétain nommé au poste de général en chef ; mais Nivelle a beaucoup de partisans au parlement et au G. Q. G., et il reste chargé de la grande offensive que l'on a en vue. Pendant qu'on la prépare, les Allemands se dérobent sur une partie du front pour aller s'établir sur la ligne Hindenbourg. On les suit, et le G. Q. G. qui s'était déjà déplacé sans aucun motif sérieux pour aller de Chantilly à Beauvais, est transporté, le 3 avril, à Compiègne.

Quelques jours après (le 6), une conférence eut lieu au nouveau grand quartier général, où Nivelle déclara que, avec les grands moyens dont il disposait, il avait toutes les chances de rompre la ligne ennemie : il espérait aller, du premier coup, jusqu'à Laon. Malgré les objections de Pétain, le Conseil déclara que Nivelle avait la confiance du gouvernement, et

l'offensive fut décidée. On sait qu'elle eut lieu le 16 avril, mais qu'elle fut vite arrêtée. Le général en chef comprit l'étendue de ses illusions : il reconnaît qu'il n'ira pas à Laon, mais veut continuer la bataille. C'était aussi l'avis de Douglas Haig qui, dans une nouvelle conférence qui eut lieu à Paris, le 26, obtint l'adhésion de Ribot et de Painlevé. Mais, le lendemain, Painlevé se rend sur le front, et ce qu'il y voit l'amène à décider l'ajournement de l'offensive : le 29, il téléphone à Nivelle de surseoir à l'opération, ajoutant que dorénavant il aura à se concerter avec Pétain qui venait d'être appelé au poste de chef d'état-major de l'armée.

Un décret du 12 mai vient fixer les attributions de ce chef d'état-major.

Celui-ci doit donner au ministère de la guerre son avis :

1^o sur la conduite générale de la guerre et la coopération des armées alliées ;

2^o sur les plans d'opération établis par les généraux en chef, seuls chargés de l'exécution.

Painlevé revenait ainsi à l'organisation du commandement que Lyautey aurait voulu établir. Pour les raisons que nous avons exposées plus haut, nous ne saurions trop protester contre de pareilles dispositions. Nous l'avons dit : l'armée ne peut avoir deux chefs. En accolant Pétain à Nivelle, on les mettait l'un et l'autre dans une fausse position.

Mais, en réalité, les dispositions que l'on venait de prendre n'étaient qu'une transition, et, au moment où Pétain était nommé chef d'état-major de l'armée, le sort de Nivelle était déjà décidé dans les conseils du gouvernement. Quoique, dans une conférence qui eut lieu à Paris, le 4 mai, on eût affirmé de nouveau la nécessité de continuer l'offensive, et que Lloyd George eût déclaré que Nivelle avait toute sa confiance, et malgré quelques succès obtenus au Chemin des Dames et dans le voisinage de Reims, le 15 mai, Nivelle était relevé de son commandement, et Pétain devenait général en chef des armées du Nord et du Nord-Est.

Nivelle avait exercé son commandement pendant cinq mois. En réalité, rien ne le désignait pour occuper un pareil poste : il n'avait pas l'autorité suffisante.

Ce qui caractérise cette période, c'est le manque de confiance des subordonnés et l'ingérence abusive du ministre de la guerre dans la conduite des opérations.

Ce qui s'est passé prouve que l'on n'avait pas d'idées nettes sur l'organisation rationnelle du haut commandement, et cela tient à ce qu'on ne savait pas distinguer la stratégie de la politique militaire : la confusion dans les questions de principe entraîne forcément celle des procédés employés dans l'application.

Pétain, nommé général en chef, n'aurait pas demandé mieux que d'entreprendre les opérations qui avaient été convenues à la conférence du 4 mai avec le gouvernement anglais ; mais il en fut empêché par l'état dans lequel se trouva l'armée, à la suite de l'avortement de l'offensive de Nivelle.

Avant de rien entreprendre, il avait la tâche rude et pénible de rétablir l'ordre et la discipline. Grâce à sa profonde connaissance du soldat, à sa fermeté autant qu'à sa bienveillance, il y réussit, et l'on peut dire de lui qu'il a été le véritable organisateur de la victoire.

Cependant, pendant deux mois, l'armée se trouva incapable d'aucune offensive : c'est tout juste si l'on fut en mesure de repousser les attaques de l'ennemi au Chemin des Dames.

En même temps, comme pour justifier cette attitude, Painlevé crut devoir, le 7 juillet, vanter en plein parlement les avantages de la défensive et déclarer qu'on n'entreprendrait plus de grandes opérations.

Cette déclaration, coïncidant avec l'inaction relative de l'armée, devait avoir une fâcheuse conséquence.

Depuis le début des hostilités, le général de l'armée britannique, tout en étant — en principe — indépendant, avait accepté — en fait — les directives du général en chef français, non seulement French vis-à-vis de Joffre, mais même Douglas Haig, sur l'avis de Lloyd George, vis-à-vis de Nivelle. Il avait été entendu spécialement que, pendant l'offensive d'avril, la direction appartiendrait à celui-ci.

Mais, quand on vit que l'armée française se trouvait incapable de tenir ce qui avait été promis, le principe de la

subordination, sans être dénoncé d'une manière formelle, fut — en fait — abandonné. Cependant, les relations entre les deux armées restaient excellentes : pendant l'été, à la bataille des Flandres, la 1^{re} armée française fut mise sous les ordres de Douglas Haig et donna quelques avantages. D'autre part, au mois d'août, l'armée de Verdun put élargir sa position, et, en octobre, la bataille de la Malmaison, brillamment conduite, nous permit de reprendre tout le Chemin des Dames.

Pendant que ces opérations se déroulaient, il y avait eu de nouvelles modifications dans le gouvernement de la France ; le 23 août, Painlevé devenait président du Conseil en conservant le ministère de la guerre, et Barthou remplaçait Ribot aux affaires étrangères.

Mais, au moment où le nouveau ministère venait de se constituer, de graves événements survenaient en Italie. Pour raffermir la collaboration chancelante de l'Autriche, Ludendorff, rassuré pour le moment sur le front occidental, avait pris le parti d'envoyer en Italie une armée de huit divisions. Cette armée, combinant son action avec celles de l'Autriche, prit l'offensive, le 14 octobre, et les Italiens éprouvèrent un vrai désastre à Caporetto. Dès qu'on en connut la gravité à Paris, le ministère décida de les soutenir, et, le 18 octobre, les transports de troupes commencèrent pour traverser les Alpes. Foch, devenu chef d'état-major de l'armée à la place de Pétain, fut désigné pour diriger les opérations de l'armée française en Italie. Le gouvernement anglais décida, de son côté, de secourir nos alliés.

En même temps, une conférence eut lieu à Londres, en vue de mieux coordonner les opérations des armées alliées. Painlevé et Pétain s'y trouvaient, ainsi que Lloyd George. Le 30 octobre, le premier ministre anglais y posa les bases d'un conseil de guerre interallié. Le 4 novembre, ses propositions furent discutées à Paris : on y adopta une formule qui définissait le rôle du conseil supérieur interallié à constituer, et, quelques jours plus tard, cette formule fut approuvée par les Italiens, dans une conférence qui eut lieu à Rapallo et où assistaient Lloyd George et Painlevé, Foch et Robertson,

ainsi que le ministre de la guerre d'Italie et le chef d'état-major de Cadorna.

D'après la formule acceptée à Rapallo par les représentants des trois grandes puissances, le conseil supérieur a pour mission d'assurer la conduite générale de la guerre et la coordination de l'action des alliés. Il prépare les décisions des gouvernements et contrôle leur exécution. Les plans généraux de guerre dressés par les commandants en chef lui sont soumis, et, après les avoir approuvés, il en assure la concordance. Des représentants militaires permanents siègent au conseil supérieur : ils reçoivent du chef d'état-major général et du commandant en chef des armées de leur pays les renseignements et documents relatifs à la conduite de la guerre.

Nous croyions qu'il n'était pas possible d'imaginer un ensemble de prescriptions plus défectueuses. Le conseil supérieur que l'on voulait constituer était une sorte de comité de politique militaire, mais les attributions que lui reconnaît la formule de Rapallo sont aussi vagues que compliquées. Son ingérence dans l'exécution des opérations est abusive. Dans la conférence qui avait eu lieu le 4 mai, à Compiègne, Lloyd George avait dit : « Nous n'avons pas besoin de connaître les détails. Nous préférons que les généraux gardent pour eux ce qui concerne leurs plans d'opérations. Il est essentiel que ces détails restent secrets. » Le chef du gouvernement anglais exprimait ainsi les vrais principes sur lesquels doit reposer l'exercice du haut commandement. La formule de Rapallo ne présentait que des inconvénients : il n'en pouvait sortir aucune application pratique.

Aussi la constitution du Conseil interallié rencontra-t-elle une forte opposition au parlement français. Dans une interpellation qui eut lieu le 13 novembre 1917, Millerand souleva de nombreuses objections. — « Si le comité militaire allié qu'on vient de créer, dit-il, doit être exclusivement un organe d'étude et d'information, j'applaudis ; mais, s'il doit assurer la direction des opérations, ce serait folie. » C'était fort juste ; mais, quand Millerand ajoutait qu'il fallait avant tout assurer l'unité d'exécution, et que, pour cela, la première condition nécessaire était le choix d'un généralissime, nous estimons qu'il se

trompait. Nous le répétons : pour l'exécution, il fallait autant de généralissimes que de théâtres d'opérations indépendants, et l'erreur de Millerand, comme celle des conférents civils et militaires qui avaient adopté la formule de Rapallo, avait toujours la même cause : la confusion entre la stratégie et la politique militaire.

Painlevé s'efforça de défendre la constitution du conseil supérieur, et, malgré les opposants, elle fut adoptée par 250 voix contre 192 ; mais, le même jour, en demandant l'ajournement d'interpellations sur l'affaire Malvy et sur les accusations dont Caillaux était l'objet, il fut mis en minorité par 177 voix contre 186, et obligé de se retirer.

Painlevé avait été ministre de la guerre pendant huit mois, et président du conseil pendant moins d'un mois. Son passage à la tête de l'administration de l'armée marque la période la plus pénible de la guerre. C'était un nouveau Freycinet, aussi prétentieux et aussi incapable que l'ancien. Il n'a pas été, à beaucoup près, aussi nuisible que son modèle ; mais son intervention abusive dans la conduite des opérations a eu cependant une influence des plus fâcheuses. On aurait eu des idées plus saines sur l'exercice du haut commandement si l'on avait bien connu le rôle néfaste joué par M. de Freycinet en 1870. Mais Painlevé, pas plus que Joffre ou Nivelle, n'avait étudié les opérations qui se sont déroulées sur la Loire sous la direction de la délégation qui siégeait à Tours. On peut affirmer qu'il ne les connaissait, tout au plus, que par des manuels composés pour chanter les louanges du gouvernement de la défense nationale en dénaturant les faits.

Le 17 novembre, un nouveau cabinet était formé par M. Clemenceau, qui, avec la présidence du Conseil, prit le ministère de la guerre. Foch resta chef d'état-major de l'armée et Pétain, général en chef des armées du Nord-Est. Le Conseil supérieur interallié siégea, pour la première fois, à Versailles, le 2 décembre : on y confirma les accords de Rapallo, mais chacun se rendait bien compte que ces accords ne comportaient aucune sanction pratique.

Sur l'ensemble du front, les opérations étaient devenues

peu actives ; cependant, le 20 octobre, l'armée britannique obtenait un brillant succès vis-à-vis de Cambrai ; mais, livrée à elle-même, elle fut bientôt contre-attaquée et obligée d'abandonner une partie du terrain qu'elle avait gagné.

L'année 1917 se termina, en somme, assez bien ; cependant la situation était moins bonne que l'année précédente, à la suite des batailles de Verdun et de la Somme.

Ce qui était surtout grave, c'était la défection de la Russie, qui allait rendre presque toutes les forces allemandes disponibles sur le front occidental.

En compensation, les Américains commençaient à débarquer en France ; à la fin de février 1918, il devait y en avoir plus de 200 000, mais l'insuffisance de leur instruction ne permettait pas de les jeter encore dans la bataille. Cependant, le gouvernement de M. Wilson était partisan de l'unité de commandement, et, comme on ne savait pas en Amérique que Clemenceau s'était montré pendant deux ans l'adversaire acharné de Joffre, on avait émis l'idée que c'était le vainqueur de la Marne qui devait être le général en chef interallié. Au contraire, en Angleterre, on était opposé à la subordination formelle des armées britanniques à un général allié.

Cependant, le 2 février, dans une seconde réunion à Versailles du conseil supérieur interallié, on avait reconnu, conformément à l'avis de Pétain et de Douglas Haig, que leur collaboration devait être plus intime et que, quand il y aurait lieu de s'entendre, Haig viendrait prendre l'avis de Pétain, à son quartier-général de Compiègne.

Dans la même séance du 2 février, on institua un comité exécutif militaire, et Foch en fut nommé le président. On persistait donc dans ce système défectueux qui consistait à avoir deux chefs sans attributions respectives bien définies : quels étaient, au juste, les pouvoirs de Foch vis-à-vis de Pétain ? avait-il qualité pour le diriger et le contrôler ? et qu'entendait-on, au juste, en disant que le comité militaire était *exécutif*, alors qu'il n'avait aucune troupe directement sous ses ordres ? L'organisme était plus faussé que jamais.

Pétain était d'avis de rester pour le moment dans une position d'attente, et on ne saurait trop l'approuver. Foch

n'était pas l'adversaire de l'expectative, mais il aurait voulu constituer une forte réserve, partie avec des troupes françaises, partie avec des troupes anglaises, et que cette réserve fût mise à sa disposition : c'était la seule manière de justifier sa situation de président du comité exécutif. Aucune décision ne fut prise à ce sujet : les 1^{re} et 3^e armées françaises furent bien mises en réserve en seconde ligne, mais sans que Pétain sût au juste si elles restaient sous ses ordres. D'autre part, Douglas Haig, qui avait fait de lourdes pertes dans les Flandres et à Cambrai, et qui venait d'être obligé d'étendre sa droite fort au delà de la Somme pour relever la 3^e armée française retirée du front, déclara qu'il n'avait pas les forces suffisantes pour concourir à la formation d'une réserve générale.

D'ailleurs, la proposition de Foch était un acheminement vers le commandement unique, et les Anglais, tout en étant disposés à s'y prêter, en fait, ne voulaient pas encore le reconnaître nettement; les décisions prises dans la conférence du 2 février n'impliquaient pas d'une manière formelle la suprématie du général en chef français. Cependant, elles provoquèrent en Angleterre une vive émotion : le 12 février, M. Asquith déclara que le chef des armées britanniques ne devait recevoir d'ordres que de son gouvernement par l'intermédiaire du chef d'état-major de l'armée. Lloyd George répondit que, en vue de l'attaque allemande qui semblait proche et formidable, la sécurité de l'armée britannique dépendait de l'exécution des décisions qui avaient été prises. Cette déclaration ne convainquit pas ses adversaires, et Robertson, le chef d'état-major impérial donna sa démission. Lloyd George tint bon et le remplaça par le général Wilson, qui était un des plus chauds partisans de l'entente franco-anglaise.

Mais les conditions de cette entente n'étaient toujours pas définies avec toute la précision désirable.

Ainsi, après trois ans de guerre, on n'était pas encore capable d'établir nettement les principes de l'organisation et du fonctionnement du haut commandement. On se débattait au milieu de difficultés qui paraissaient inextricables.

On les aurait facilement résolues, si l'on avait adopté l'organisation que nous avons préconisée. Le général français

aurait eu la direction de toutes les armées de France et d'Angleterre opérant sur le front occidental, en mettant dans l'application tous les ménagements possibles avec le chef de l'armée britannique, son intervention se manifestant par des invitations et des avis plutôt que par des ordres précis et formels.

Quant au chef d'état-major de l'armée ou au président du comité exécutif, il n'aurait pas dû exister. Le rôle qu'on voulait lui faire jouer appartenait au général en chef, que rien n'aurait empêché de le remplir, si on lui avait adjoint un major-général spécialement chargé de l'assister dans la direction des armées françaises du nord-est. Au contraire, au mois de mars 1918, rien n'était arrêté d'une manière précise.

On était dans cette situation, le 21 mars 1918, lorsque éclata l'offensive formidable des Allemands.

On sait que le point d'application de l'attaque principale des Allemands fut sur la Somme, vers la soudure des armées franco-britanniques. L'armée anglaise de droite fut bousculée et obligée de se retirer en désordre dans la direction d'Amiens. Pétain, dès qu'il fut prévenu, mit en mouvement les 1^{re} et 3^e armées, qui étaient commandées par deux chefs de haute valeur, Debeney et Humbert, et qui formèrent un groupe sous les ordres du général Fayolle. En outre, Pétain les fit appuyer par toute l'aviation disponible. Le G. Q. G. fut encore déplacé et dirigé de Compiègne sur Provins, le 25 mars. En même temps, une conférence eut lieu à Doullens, où assistaient Poincaré, Clemenceau, Pétain et Foch, ainsi que Douglas Haig et un représentant du gouvernement anglais. Celui-ci déclara que les généraux britanniques acceptaient le commandement du général Foch, qui fut chargé de coordonner sur le front occidental les opérations des armées françaises et anglaises, dont les commandants en chef — le général Pétain et le maréchal Douglas Haig — devaient lui donner tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de cette coopération.

Ce n'était pas encore tout à fait le commandement unique avec les pouvoirs et les responsabilités qu'il comporte, mais bientôt la formule du commandement supérieur fut com-

plétée et précisée. Le 14 avril, on put lire dans les journaux cette communication :

Le gouvernement anglais et le gouvernement français se sont mis d'accord pour donner au général Foch le titre de commandant en chef des armées alliées opérant en France.

Le lendemain, le roi des Belges plaçait son armée sous les ordres de Foch, et, deux jours après, le président des Etats-Unis faisait de même pour les armées américaines. Enfin, à la fin du mois, le gouvernement italien acceptait la subordination du corps qu'il avait envoyé en France.

Ainsi, le général Foch avait la direction de toutes les armées alliées opérant sur le front occidental, mais on ne commit pas la faute de lui subordonner l'armée d'Orient.

Le commandement unique devait nous conduire à la victoire ; mais, avant d'y arriver, on devait encore traverser de dures épreuves.

La première tâche à remplir était de couvrir la route d'Amiens sur laquelle les Allemands s'acharnèrent pendant quinze jours. Le 6 avril, le flot était endigué ; mais, quelques jours plus tard, une énergique attaque des Allemands était lancée dans les Flandres. Il fallut encore quinze jours pour briser cette offensive. Mais Ludendorff, pendant qu'on l'arrête sur la Somme et sur la Lys, fait de nouveaux préparatifs qui aboutissent à la surprise du 27 mai au Chemin des Dames. C'est une vraie débâcle, comme celle des Anglais le 21 mars : nous sommes refoulés jusqu'à la Marne.

Mais Foch n'a pas renoncé à la victoire : il ne songe qu'à la riposte ; Pétain la prépare sur tous les points.

Le 11 juin, Mangin contre-attaque la droite de l'ennemi qui avance par la rive droite de l'Oise, et il le refoule sur plusieurs kilomètres.

Enfin, au mois de juillet, 250 000 Américains sont prêts à participer à la bataille.

Cependant, Ludendorff veut poursuivre son offensive. Le 15 juillet, l'armée de droite allemande, qui a passé l'Aisne, fait face à l'ouest en s'établissant défensivement sur l'Ourcq, pendant que le centre s'efforce de déboucher de la Marne par Château-Thierry et Dormans, et que la gauche marchera de

la Suippe dans la direction de Châlons. Mais, sur la Marne, les Allemands sont contenus par de Mitry et par Berthelot, tandis que, en avant de Châlons, Gouraud, suivant les instructions de Pétain, refoule ses adversaires en leur infligeant de grosses pertes. Le 17, l'offensive allemande est brisée partout.

A ce moment, Foch est prêt pour la riposte : Mangin et Degoutte ont concentré leurs forces entre l'Aisne et la Marne ; ils ont l'appui de plusieurs divisions américaines ; le 18 juillet ils attaquent à fond en surprenant les Allemands. De Mitry, Berthelot et Gouraud participent à l'offensive. En quelques jours, les Allemands sont chassés de la Marne et de l'Ourcq, bientôt ils devront repasser l'Aisne : c'est le commencement de l'offensive générale qui ne cesse plus jusqu'à l'armistice. A la suite de ces premiers succès, Foch est nommé maréchal de France.

Le 8 août, commence la bataille de Montdidier, livrée par l'armée de gauche française (Debeney) et l'armée de droite anglaise (Rawlinson), toutes les deux sous les ordres de Douglas Haig. Le 11 août, Montdidier est repris. Pour Ludendorff, c'est l'opération capitale, à la suite de laquelle ses espoirs l'abandonnent. Cependant il faudra encore livrer de dures batailles : pendant tout le mois de septembre, on se bat avec acharnement des deux côtés de l'Oise.

Sur la rive droite, Humbert, passant par Noyon, Chauny, Vendeuil, borde l'Oise au nord de La Fère, avant la fin du mois ; à sa gauche, Debeney et Rawlinson, reprennent Ham et Péronne, et arrivent aux abords de Saint-Quentin, pendant que les armées Byng et Horne entrent à Cambrai, et l'armée de gauche anglaise (Plumer) progresse dans les Flandres avec les Belges.

Sur la gauche de l'Oise, Mangin avance dans la direction de Laon ; à sa droite, Berthelot progresse lentement : il ne débouche de Reims qu'en octobre ; en même temps Gouraud agissait de concert avec les Américains des deux côtés de l'Argonne. A la fin du mois, il est à Vouziers, tandis que les Américains occupent Montfaucon et approchent de Grand-Pré, leur droite pénètre dans la Woevre au delà de Saint-Mihiel.

Pendant le mois d'octobre, la pression des alliés continue

sur tout le front. Les Belges atteignent Ostende et Bruges ; les Anglais rentrent à Lille et à Douai, et atteignent l'Escaut près de Valenciennes ; Debeney et Rawlinson sont près de Guise ; Humbert, à la Fère, Mangin rentre à Laon, après avoir fait évacuer complètement le Chemin des Dames. Guillaumat, qui a remplacé Berthelot, avance sur Château-Porcien.

Au 1er novembre, on approche de la fin.

Les Anglais prennent Tournay et Maubeuge ; le 10, ils entrent à Mons. A la même date, la cavalerie française est devant Chimay. Gouraud tient la Meuse de Mézières à Bazeilles ; les Américains, de Stenay à Dun.

Le 11 novembre, le front des Alliés s'étend de Gand à Charleville par Ath, Mons et Rocroy, se prolongeant au delà de la Meuse jusqu'en avant de Verdun.

On était dans cette situation, lorsque les Allemands signèrent l'armistice.

En Orient, la Bulgarie avait déjà capitulé depuis plus d'un mois, et la Turquie, le 31 octobre. L'Autriche avait signé un armistice le 3 novembre. Les alliés étaient vainqueurs sur tous les points.

Sur le front occidental, l'offensive commencée sous la direction du général Foch avait duré quatre mois. Il avait fallu quatre ans pour faire accepter par tous les alliés le commandement unique, et il est probable que la France aurait été plus vite libérée, si, dès le début, le haut commandement avait été organisé d'après de meilleurs principes.

En résumant les considérations que nous venons de présenter, nous dirons que, pour la conduite d'une grande guerre, il doit exister, au sommet de la hiérarchie, un comité de politique militaire, dont le rôle est de répartir les forces sur les théâtres d'opérations, et de définir la tâche à remplir par chaque armée.

Une fois résolues les questions de politique militaire, on entre dans le domaine de la stratégie, dont le rôle est de conduire les armées à la bataille.

On doit admettre qu'il faut autant de généralissimes que de théâtres d'opérations indépendants, et qu'il faut éviter

de mettre sous les ordres d'un même chef les armées dont les mouvements ne peuvent pas être combinés. Les armées ou groupes d'armées indépendants sont chargés d'exécuter les décisions du comité de politique militaire, mais on doit les laisser libres de choisir les moyens d'exécution.

Nous avons montré de plus que dans les conditions d'une grande guerre comme celle de 1914, exigeant le déploiement de tous les forces nationales sur toute l'étendue des frontières, il était indispensable d'adjoindre au généralissime, avec le titre de major-général, un commandant en second, capable de le suppléer, de manière à lui permettre de s'éloigner du grand quartier général, tantôt pour participer aux délibérations du comité de politique militaire, tantôt pour se concerter avec le chef d'une armée alliée, tantôt pour aller surveiller de près la direction d'une opération décisive. C'est là peut-être la partie essentielle de son rôle, si l'on est bien pénétré de ce principe de la stratégie, qu'à chaque moment, il y a toujours une opération principale, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées. On ne saurait trop insister sur l'importance de ce principe, qui n'est que l'application du principe fondamental de Jomini, et dont on n'a jamais paru se douter en France pendant toute la durée de la grande guerre.

Pour arriver à ces conclusions, il faut tout d'abord distinguer la stratégie et la politique militaire.

La stratégie est exclusivement du ressort des militaires. Quant au comité de politique militaire, il doit comprendre des hommes politiques et des généraux. Ces derniers ne doivent y avoir que voix consultative, mais la réunion des uns et des autres est nécessaire et suffisante pour résoudre toutes les questions que comporte la conduite d'une grande guerre.

Elle est nécessaire, parce que les hommes politiques, seuls, n'ont pas la compétence indispensable pour apprécier l'importance relative des théâtres d'opérations, et que les militaires, seuls, sont naturellement portés à aborder les questions militaires d'un point de vue étroit.

Elle est suffisante parce que leur collaboration permettra de faire valoir toutes les considérations susceptibles de conduire à une décision opportune.

Nous ajouterons que, s'il faut que les hommes d'Etat soient avisés et perspicaces, il est bon, en même temps, qu'ils ne soient pas trop étrangers aux questions militaires, et qu'ils ne puissent pas dire qu'ils s'en lavent les mains, sous le prétexte qu'elles ne sont pas de leur compétence. En même temps, il est désirable que les militaires qui aspirent aux plus hautes situations ne soient pas étrangers aux questions de politique générale.

COLONEL GROUARD.

